

## La lutte pour la survie des non islamistes

Pour s'imposer dans le monde islamique, les inspirations libérales et marxistes du camp non islamiste doivent s'inscrire dans un contexte adapté aux conditions nationales.

**Bahgat Korany et Karim Hamdy**

**B**ien que le panorama idéologique dans le contexte postérieur au *Printemps arabe* ne cesse d'évoluer dans la région, il reste dominé par la polarisation entre les forces politiques islamistes et les non islamistes. Bien qu'à des niveaux différents, c'est le sort qui a été réservé au monde arabe depuis la Seconde Guerre mondiale, avec l'apparition au début des années cinquante du parti panarabe baasiste – s'inspirant originellement du mouvement de libération arabe contre les Ottomans – et le parti nassériste. La guerre froide arabe qui s'est déroulée pendant cette période, reflète l'opposition entre ceux appuyant le rôle de la *charia* (dirigés par l'Arabie saoudite) et ceux soutenant les valeurs nationalistes et l'importance de la politique plutôt que la religion (nassériste/socialisme arabe baasiste).

Comme toute opposition bipolaire, l'identification islamiste/non islamiste est excessivement simplifiée car aucun camp – actuel ou ancien – ne constitue un groupe monolithique et serait plutôt un « groupe de groupes ». Dans le « camp réactionnaire » des monarchies arabes des années cinquante et soixante, il existait des querelles familiales historiques comme celles entre l'Arabie saoudite et de Jordanie. De même, le « camp progressiste » était divisé entre les nasséristes et les baasistes qui – bien que socialistes – incarcéraient les communistes.

Après le *Printemps arabe*, la situation change dans la région, tout au moins en Tunisie et en Égypte, la polarisation (excessivement) simplifiée entre les islamistes et les non islamistes est toujours une manière importante d'expliquer, dans un espace restreint, une situation complexe. Il convient d'éclaircir deux choses :

– Il ne faut pas assimiler les non islamistes aux anti-islamistes. Ils préfèrent l'étiquette de partis civils. En fait, tous les grands partis non islamistes ont réaffirmé leur conviction que l'islam est la religion d'État et la source principale de la législation. Par exemple, au moment d'écrire ces lignes (août 2013), des rumeurs courent selon lesquelles le général Al Sissi, qui a renversé l'ancien président Mohammed Morsi en juillet, avait des penchants

pour l'islamisme. Ces rumeurs sont fondées sur un projet de recherche réalisé par Al Sissi en 2006, alors qu'il étudiait à l'Army War College, l'école de guerre américaine. Dans ce document de 22 pages, il insistait sur le rôle de la religion dans la société du Proche-Orient et son intégration dans tout plan destiné à établir une démocratie. En effet, ceci est généralement accepté par de nombreux analystes arabes non islamistes et responsables politiques.

– Au niveau opérationnel, la principale ligne de démarcation actuelle dans cette polarisation entre les islamistes et les non islamistes est le rôle de la *charia*, non pas en tant que croyance religieuse, mais en tant que mécanisme de gouvernance. Le débat – hormis les radicaux des deux camps, comme par exemple ceux en faveur de l'application intégrale de la *charia* dans une société « islamiste » et ceux souhaitant son exclusion totale – engagé porte sur les domaines et les degrés d'application de la *charia* dans la gouvernance.

Cet article se compose de deux parties. La première est consacrée aux défis intellectuels et de la communication auxquels sont confrontés les non islamistes. La seconde se concentre sur cinq aspects de ces défis organisationnels et comportementaux et analyse le comportement politique actuel des non islamistes et ses conséquences, de la mauvaise gestion des campagnes électorales et de la constitution de coalitions à la scission et aux conflits internes. La conclusion interroge sur la manière dont les non islamistes peuvent renforcer leur position afin de façonner la politique et la société dans le monde arabe du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Après avoir été à la tête du 'Printemps arabe', les non islamistes se communiquent-ils avec le peuple?

**À** l'heure actuelle, écrire sur les non islamistes en Égypte et en Tunisie, c'est comme essayer d'atteindre une cible mouvante. Pire encore, non seulement la cible bouge rapidement, mais elle ricoche aus-

**Partis non islamistes en Égypte**

Nom	Année de création	Orientation sociale	Orientation économique	Dirigeant actuel	Remarques
Nouveau Parti Wafd	1978	À l'origine non islamiste mais de plus en plus conservateur	Centre-droite	Al Sayed Al Badawy	Le Wafd est le parti politique libéral le plus ancien d'Égypte. Il a beaucoup de partisans Il enregistre 9,2 % du vote populaire
Parti du Rassemblement national progressiste	1977	Socialiste	Gauche	Al Sayed Abdel-Aal	Parti qui reçoit le plus d'éloges pour défendre les acquis sociaux de la Révolution de 1952 des pauvres, des travailleurs et des paysans.
Parti de la Constitution	2012	Grande alliance, non islamiste	Centre-gauche	Dr. Mohamed Al Baradei	El Baradei occupa les fonctions de vice-président du président Mansour par intérim (avant sa démission en août 2013)
Parti nassériste	2012	Nassérisme	Gauche	Hamdin Sabahi	Candidat populaire à la présidence
Parti du Front démocratique	2007	Non islamiste	Centre	Ossama al Gazhal-iHarb	
Parti des égyptiens libres	2011	Non islamiste	Droite		
Parti de la Conférence	2012	Non islamiste	Centre-gauche	Mohamed El Oraby remplace Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue arabe et candidat à la présidence	
Parti national démocrate	1978 Dissous en 2011 par la justice	Conservateur Grande alliance	Droite (nominalement de gauche)		
Parti nassériste arabe démocratique	1992	Nassériste	Gauche		
Parti des travailleurs et des paysans		Socialiste	Gauche	Kamal Khalil	

si dans de nombreuses directions. L'union et la séparation fréquente de ce vaste front de non islamistes (des libéraux acharnés aux marxistes radicaux, en passant par certains salafistes et l'armée) reflètent ces rebondissements. Par ailleurs, alors qu'apparaît un consensus majoritaire concernant le programme économique, il n'en va pas de même pour son équivalent politique.

Bien que l'Égypte et la Tunisie présentent des différences régionales et nationales (poids démographique et culturel ou degré de centralité géographique dans le monde arabe), ils partagent des défis similaires. Ce qui est jugé pertinent ici, c'est la présence d'un nombre considérable de non islamistes, malgré la suprématie des islamistes dans la « société profonde ». Ils sont tous deux confrontés à des défis de transition comme la dégradation de la situation économique et sécuritaire, ainsi qu'à une fébrile recherche à tâtons d'une formule politique consensuelle. Dans ce contexte tendu, il s'avère difficile aux non islamistes de se profiler comme les prochains gouvernants. Pourquoi ?

Il convient de signaler que les termes pour désigner le vaste front non islamiste (comme « libéraux », « marxistes », « démocrates ») n'ont pas été traduits

mais translittérés, de l'anglais, du français et de l'espagnol et, de là, découlent deux conséquences :

– Chaque fois que ces concepts sont utilisés dans des rassemblements populaires dont le niveau culturel est bas, il est nécessaire de les expliquer et le pouvoir de persuasion dépend de la clarté et de l'éloquence de l'orateur.

– Cette translittération de termes étrangers permet à leurs adversaires de les manipuler pour mettre l'accent sur des connotations et des façons de penser « étrangères » et pour souligner que ces concepts et ces pratiques ne sont pas nationaux. Dans le contexte consécutif au *Printemps arabe* dans l'identité, l'accusation d'« importer » une solution étrangère peut en effet se convertir en un gigantesque handicap pour les non islamistes, même si leurs adversaires sont en prison.

En fait, durant des décennies, la Tunisie a mené à bien une répression tellement dure contre les islamistes que certains d'entre eux avaient l'impression qu'il « n'y avait pas d'islamistes » dans leur révolte. Par conséquent, la Tunisie – où il n'existe pas d'opposition islamiste – est considérée comme le modèle de démocratie laïque arabe, avec le PDP. En outre, l'absence d'une armée puissante et do-

## Partis non islamistes en Tunisie

Nom	Année de création	Orientation sociale	Orientation économique	Dirigeant actuel	Remarques
Destour/Néo Destour/ Parti socialiste destourien/ Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD)	1920, rebaptisé en 1934, 1964, 1988	Nationaliste tunisienne Socialiste	Socialiste de nom mais transformé en néolibérale	Disparu en 2011	Pendant le régime de Bourguiba, le parti Néo Destour obtint l'indépendance de France en 1956. De 1963 à 1981, le Parti socialiste destourien fut l'unique parti reconnu.
Congrès pour la République	2001	Sociale non islamiste	Centre-gauche	Al-Daymy	Le président Marzouki devient président de la République par intérim. 8,7 % du vote populaire.
Rassemblement Socialiste Progressiste/ Parti démocrate progressiste Parti républicain	1983 Rebaptisé en 2001 Fusionné en 2012	Sociale Non islamiste	Centre-gauche (Parti républicain)	Maya Jribri	Bien que limité par Ben Ali, il s'agissait d'un mouvement de l'opposition reconnu. 16 % du vote populaire
Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) Ettakatol	1994, mais reconnu en 2002	Socialiste	Centre-gauche	Mustapha Ben Jaafar	Bien que limité par Ben Ali, il s'agissait d'un mouvement d'opposition reconnu. Ben Jaafar se présenta aux élections présidentielles contre Ben Ali. Il occupe les fonctions de président de l'Assemblée constituante. 14 % du vote populaire
Parti de la Patrie (El Watan)	2011	Ancien régime	Centre	Ahmad Friaa	3 % du vote populaire
L'Initiative (Al Moubadara)	2011	Ancien régime	Centre	Kamel Morjane	3 % du vote populaire
Union patriotique libre (UPL)	2011	Économique non islamiste	Centre-droite	Slim Riahi	3 % du vote populaire
Afek Tounès / Parti républicain	2011 fusionné en 2012	Non islamiste Laïque	Centre-droite	Maya Jribri (Parti Républicain)	3 % du vote populaire
Parti communiste ouvrier de Tunisie (PCOT)	1986 mais illégalisé	Marxiste	Extrême gauche	Hamma Hammami	3 % du vote populaire
Pôle démocratique moderniste (PDM)	2011	Laïque féministe	Centre-gauche	Ahmed Ibrahim	2 % du vote populaire

minante a rendu meilleures les conditions préliminaires à l'établissement de la démocratie. Il semble que les partis non islamistes aient perdu en Tunisie et en Égypte pour diverses raisons, et tout d'abord parce qu'ils n'ont pas été capables d'établir des liens avec leurs populations et en particulier avec celles des zones rurales.

Ce cas est particulièrement clair en Tunisie. Bon nombre de leurs partis sont dirigés par une élite internationalisée qui s'exprime aussi bien en français qu'en arabe, mais qui est très éloignée, du point de vue culturel, de la plupart de ses compatriotes et qui se sent parfois mal à l'aise avec eux. Un militant tunisien affirmait avec orgueil que « les gens ne devraient pas comparer la Tunisie et l'Égypte... Nous ressemblons plus à la France ou à tout autre pays européen ». C'est donc dans ce contexte que les islamistes ont gagné les élections parlementaires : en Tunisie, près de 40 % des votes et en Égypte, 70 % environ. Les élec-

teurs des zones rurales et de l'intérieur ont ressenti sûrement une affinité culturelle, voire économique, avec le mouvement Ennahda, les Frères musulmans et les candidats salafistes, moins riches et non occidentalisés.

Bien que ce manque de communication soit essentiel, il y eut d'autres raisons plus immédiates, liées aux lacunes organisationnelles et au manque d'expérience politique des non islamistes.

### Handicap sur le terrain, ou pourquoi les non islamistes ont perdu les élections

■ *Mauvaise gestion des thèmes de campagne et tom-  
bée dans le piège des islamistes*

S'il fallait souligner l'une des principales conséquences du *Printemps arabe*, celle-ci pourrait être l'organisation

d'élections libres. Mais les non islamistes n'ont pas su profiter de l'occasion qu'ils avaient eux-mêmes essentiellement provoquée. Aussi bien en Tunisie qu'en Égypte, les non islamistes ont basé leurs campagnes électorales sur la menace que les islamistes représentaient pour l'identité de l'État (son islamisation) plutôt que de transmettre un message positif sur leur capacité de « mieux » gouverner que les islamistes sans aucune expertise. En conséquence, les élections ont été ressenties comme un référendum sur le rôle de la religion dans l'État. En réalité, les tentatives peu convaincantes de la part des non islamistes d'effrayer les électeurs avec des thèmes comme une éventuelle interdiction du port du bikini et de la vente d'alcool se sont retournées contre eux car ils étaient déjà considérés comme des immoraux et complètement déconnectés de la population conservatrice.

#### ■ *L'électorat désirait de nouveaux visages*

Par définition, une révolution est un changement radical. Les gens souhaitent mettre fin à l'ancien régime et à tout ce qu'il représente. Ce besoin de « quelque chose de réellement différent » a favorisé les islamistes. D'une part, ils ne faisaient pas partie des régimes corrompus de Ben Ali et de Moubarak. En fait, ils subissaient les contrecoups de leur appareil sécuritaire brutal. D'autre part, ils n'avaient jamais été mis à l'épreuve comme gouvernants. Bref, les électeurs ont accordé aux islamistes le bénéfice du doute.

#### ■ *Défis organisationnels*

Bien que les non islamistes se soient unis contre Moubarak et Ben Ali, ils se divisèrent en une dizaine de nouveaux partis politiques après leur chute. Donc, le manque de vision unique entre les non islamistes a partagé le vote de leurs partisans. Par ailleurs, plongés dans des luttes internes pour occuper les postes importants (les têtes de liste du parti), ils arrivèrent trop tard sur la scène politique par rapport aux islamistes. Ils se trompèrent aussi en misant trop sur une vaste campagne de télévision au lieu d'écouter directement les électeurs et leurs problèmes. Autrement dit, leur inexpérience au moment de mobiliser la population et leur manque de ressources – par rapport aux islamistes – ont constitué de grands obstacles.

#### ■ *Scission et coalitions fragiles*

En Tunisie et en Égypte, le paysage politique présente un aspect déséquilibré où les partis forts, Ennahda et les Frères musulmans, se mesurent à un grand nombre de partis non islamistes scindés. Ils ont souffert des problèmes d'égo de leurs dirigeants ce qui les empêche de réaliser un effort conjoint pour le bien commun. Par ailleurs, il existe un autre problème plus urgent qui est celui de l'absence d'un programme économique intégré sous l'effet d'un manque de vision idéologique unifiée entre les différents partis de centre-droite et de centre-gauche.

#### ■ *Encore de la scission et le fléau des conflits internes*

Les partis non islamistes avec des profils similaires – qui pourraient parfaitement concorder – ont été handicapés par les ambitions personnelles de leurs leaders et ont terminé par se diviser en partis encore plus petits. En fait, il

s'avère compliqué de connaître les noms des nouveaux partis politiques qui apparaissent en Tunisie – et dans une moindre mesure en Égypte – et les noms de leurs dirigeants. Même le parti de l'actuel président tunisien, Marzouki n'a pas pu échapper à ce cauchemar de la scission.

## Conclusion

**L**es défis auxquels doivent faire face les non islamistes ne sont pas exclusivement réservés à l'Égypte et à la Tunisie, mais ils existent également dans tout le monde arabe. L'Irak, après plus de 10 ans d'occupation par les États-Unis pour rétablir une « démocratie », reste encore aux prises avec une guerre civile sanglante. Quatre des six pays membres qui composent le Conseil de coopération du Golfe, empêchent la formation de partis politiques. Existe-t-il une issue pour la démocratie ?

Les non islamistes – libéraux, marxistes et démocrates – ne peuvent pas se limiter à copier les méthodes de leurs homologues occidentaux. Leur principal défi est de mettre fin à leur apathie intellectuelle, à leur complexe de supériorité et d'être davantage créatifs. Leur point de départ devrait donc être leur propre contexte local. Aussi bien en théorie qu'en pratique, leurs programmes doivent être locaux, basés sur une « autochtonisation » de leurs principes essentiels. Ce qui peut se traduire de deux façons :

– La pauvreté est un aspect dominant de plus en plus la vie d'une grande majorité des arabes. En Égypte ou au Maroc, sans parler du Soudan ou du Yémen, environ 40 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Donc, les non islamistes devraient aborder directement la lutte contre la pauvreté et l'injustice sociale et mettre l'accent sur leur aversion pour l'inégalité et la corruption. C'est-à-dire qu'ils doivent introduire l'objectif social pour promouvoir le « politique ».

– Au moment de mener leurs combats politiques, les non islamistes devraient surtout fonder leur argumentation sur les expériences de leurs sociétés. Par exemple, en examinant des questions controversées comme celles liées au genre, les non islamistes pourraient évoquer l'histoire de la vie de la première épouse du prophète, Khadija, qui fut une femme d'affaires brillante. Au moment de s'attaquer aux droits des minorités, les non islamistes pourraient mentionner la primauté qu'accorde l'islam à l'*insaf* (équité), ce qui servirait de base pour traiter le thème des droits de l'homme. Au moment de traiter le système de gouvernement, ils pourraient exposer plus en détails l'expérience du prophète comme chef d'État de la Médina et son traité de paix avec les juifs de la ville. Nous pourrions continuer ainsi à énumérer des exemples, mais le point le plus important est que les inspirations libérales et marxistes du camp non islamiste doivent s'inscrire dans un contexte adapté aux conditions nationales. Surmonter ce déficit d'adaptation garantirait non seulement son succès en Égypte et en Tunisie, mais aussi dans le monde arabe et islamique en général. ■